

Le FLN de Ben Bella à Belkhadem

Laissons aux biographes de tous bords le soin de revisiter la trajectoire exceptionnelle de celui qui fut le premier président de l'Algérie. Sa disparition dans le grand âge et surtout le lointain souvenir du pouvoir qu'il eut à exercer contribuent d'ailleurs à atténuer les rancœurs qu'il suscita jadis. De lui, il ne survit de nos jours que l'auréole d'une certaine histoire du mouvement national dont, pourtant, des pans entiers demeurent obscurs. Tel qu'en lui-même, que seule l'éternité doit le changer, Ben Bella est désormais un sujet de thèse des seuls historiens dès lors qu'il s'est irrémédiablement effacé.

C'est ainsi que le jour d'après ses funérailles nationales, la vie ordinaire doit reprendre son cours en renouant avec les péripéties tragicomiques du FLN dont justement ce défunt-là avait été l'alchimiste politique. Celui qui, dès 1963, parvint à transformer un front unitaire de combat, c'est-à-dire un creuset où fusionnèrent toutes les sensibilités politiques antérieures à 1954, en parti unique de pouvoir. Le sien à l'origine et qui par la suite connut une longévité telle qu'il se crut le dépositaire exclusif du novembrisme alors que sa légitimité sur

ces valeurs est tout à fait putative.

Certes, les séquences qui ont jalonné son existence tout au long de ce demi-siècle ont souvent peu à voir les uns par rapport aux autres. Et qu'il y a autant de différences doctrinales entre la charte d'Alger de 1964 et les résolutions du 8^e congrès de Belkhadem de 2009 qu'il ne s'en trouverait, par exemple, entre le lointain parti communiste de Bachir Hadj Ali et le FIS de Abassi. Fruit rabougri à l'image d'un Etat de moins en moins vigoureux, le FLN intériorise à lui seul l'échec du pays. Hormis la courte parenthèse de Mehri (1991-1995), il ne s'est jamais envisagé comme un contre-pouvoir.

Conçu originellement pour n'exercer son influence qu'au profit du régime sur place, le FLN, de par ses privilèges dans l'échiquier, était tôt ou tard appelé à subir les assauts des «mal-récompensés» ! Or, comme un juste retour des choses, son actuel secrétaire général est en butte aux mêmes avanies que celles qu'il assena, en service commandé, à son prédécesseur. Neuf ans après la destitution de Benflis après le simulacre d'une «justice de nuit», le voilà à son tour embastillé

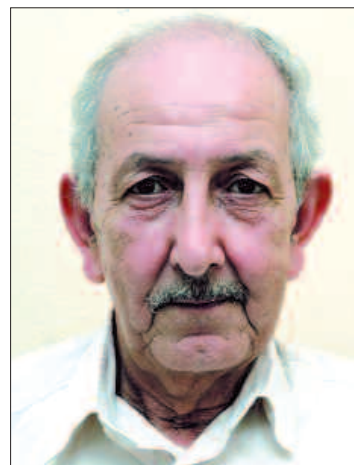
dans son bureau un matin des «longs couteaux». Mais ce que personne n'ignore est que la majorité des caciques qui se sont ligués pour le déboulonner faisaient partie de la curée de 2003. Délégué en tant que maître d'œuvre d'une basse besogne, Belkhadem détenait en ce temps-là les bons sésames pour leur ouvrir des carrières. Deux réélections de Bouteflika plus tard (2004-2009) auxquelles s'ajoutent les modifications du contexte international ont, semble-t-il, épuisé le stock des allégeances utiles dont a besoin aujourd'hui le chef de l'Etat. Subitement, celui-ci souhaite de moins en moins arbitrer dans la cuisine du FLN, où le partage des eaux a toujours consisté en une lutte de proximité avec sa personne. Sans lui prêter l'intention de se détacher d'un appareil dont il avait éprouvé la fidélité, jusqu'à lui mobiliser des nervis quand il était en difficulté, Bouteflika a sûrement besoin de solder ces vieilles connivences afin de redonner du crédit à ses nouveaux engagements en endossant enfin l'habit d'un président au-dessus des contingences partisans. Pour ce faire, quoi de mieux que de laisser ce FLN-là se désintégrer et partir par petits morceaux ?

Autrement dit, devenir groupusculaire même s'il retrouve un quelconque ciment pour recoller les intérêts qui le traversent.

Un FLN affaibli, aussi bien par les prochaines urnes que par le putschisme interne constituerait alors pour sa démarche actuelle un soupçon de moins ! Il est vrai que la transparence qu'il prône depuis une année a besoin qu'il lui invente une onde de choc pour qu'elle soit ressentie comme un gage. Et c'est par conséquent cet appareil historique, dont il faudra laminer l'hégémonie, qui payera en premier la facture du «changement». Les néo-redresseurs, qui, d'ailleurs, étaient des «ex» dans le même registre, avaient sûrement perçu à temps le vent de la disgrâce qui soufflait dans la barbe de Belkhadem.

Or, cette intuition ou peut-être cette complicité explique cette singulière agressivité, eux qui avaient la réputation de timorés. Un qualificatif qu'eux-mêmes évitaient en toutes circonstances pour ne parler que de discipline militante.

Désormais, à l'œuvre dans l'invective, ils se donnent en spectacle comme de lamentables chiffonniers. Plus qu'un signe, c'est peut-être même un signal, voire un



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

encouragement au suicide collectif ! Car dans la perspective d'un échec significatif au cours du scrutin du 10 mai, il est peu probable que ce parti soit capable par lui-même de se reconstruire.

In fine, même le président ne s'y affairerait pas, lui dont la ligne d'horizon est fixée à 2014. Menacé alors de déclin, ce sigle pourrait alors s'achever vers le musée de l'histoire, où il aurait dû y entrer dès 1962, n'eût été la discorde de la saison initiale de l'indépendance.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Casse-tête juridique !

Bouguerra Soltani a présenté un programme en 10 points pour sortir l'Algérie de la crise :

Belazrag. Belahmer. Lebkhour.
El Djaoui. Lahrouz. El Qanoun. Baba Salem.
Sidi Boulanouar...

C'est le genre de «gros problème» comme seule la RADP actuelle sait s'en trouver ! Et en guest-star de ce très gros problème à l'algérienne, le ministère de la Justice. Jugez-en : les greffiers se sont mis en grève. Logiquement, la justice doit décréter cette grève illégale, comme elle le fait à chaque fois qu'un débrayage n'est pas le fait du régime lui-même ou de l'un de ses sous-sols cogiteurs. Mais là, comment faire pour décréter la grève des greffiers illégale, puisque ces derniers, censés enregistrer l'illégalité de ce mouvement, sont en cessation d'activité ? En clair, comment convaincre des greffiers grévistes de rédiger le texte qui condamne leur propre grève à l'illégalité ? Aya Sidi ! Comment ? En imposant aux greffiers grévistes un service minimum ? Cette option n'est pas une garantie ! Eh oui ! Les greffiers grévistes peuvent considérer que le fait d'allumer, juste allumer leurs ordinateurs le matin en arrivant au bureau, ensuite s'en aller rejoindre le piquet de grève dans la salle des pas perdus, c'est une forme de service minimum. Et dans les faits, malgré toutes les avancées technologiques formidables connues par l'informatique, on n'a jamais vu un micro, même allumé, prendre tout seul l'initiative, comme un grand, de rédiger un

acte attestant de l'illégalité d'une grève. Surtout pas celle du gars ou de la nana habitué à taper sur le clavier de ce même ordi ! Mon Dieu, comment se sortir alors de cette impasse juridique ? Demander aux magistrats de rédiger eux-mêmes les arrêtés d'illégalité des débrayages des greffiers ? Là aussi, ce n'est pas envisageable. Pour une raison fort simple. Les greffiers sont des officiers judiciaires assermentés aux prérogatives très claires : seuls eux peuvent écrire et mettre en forme définitive les documents disqualifiant une grève. Faire alors appel à des greffiers non-grévistes, des briseurs de grève, des jaunes ? C'est possible ! Sauf que dans ce cas de figure, le ministère du Travail risque de s'en mêler, puisque saisi dans sa branche prudhommale par les greffiers grévistes, les non-jaunes qui considéreraient alors que le recours par le ministère de la Justice à des briseurs de grève est illégal, car non conforme au code du travail. Et pour peu que les greffiers des cours des prudhommes se solidarisent avec leurs collègues des cours de justice, par exemple en faisant preuve d'un zèle hors pair en rédigeant en un rien de temps le verdict du tribunal des prudhommes déclarant illégal le recours à des greffiers jaunes par le ministère de la Justice, là, assurément, on sera dans de beaux draps ! Et je ne vous parle même pas ici de l'ambiance tendue en Conseil des ministres, entre celui de la Justice et son collègue du Travail ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

